

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 VERSAILLES

VERSAILLES, le 3/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



ERAMET RESEARCH

1 avenue Albert Einstein
BP 120
78190 TRAPPES

Code AIOT : 0006503543

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement ERAMET RESEARCH implanté 1 Avenue Albert Einstein BP 120 78190 TRAPPES. L'inspection a été annoncée le 04/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre d'une présentation de nouveaux projets que souhaite mettre en place la société.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ERAMET RESEARCH
- 1 Avenue Albert Einstein BP 120 78190 TRAPPES
- Code AIOT : 0006503543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Eramet Research situé à Trappes est un centre de Recherche et Développement du groupe Eramet dans l'exploitation et l'enrichissement de minerais, de la recherche de procédés d'élaboration et de transformation des métaux et alliages et des procédés de recyclage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques
- Rejets eaux
- Suite de l'inspection du 30/05/2018
- Registre déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Classement installations	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1.2.1	Suite de l'inspection du 30 mai 2018: non conformité	Mise en demeure, respect de prescriptions	3 mois
9	Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.3.8	Suite de l'inspection du 30 mai 2018: remarque	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Résistance au feu	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 9.1.2.3.2	Suite de l'inspection du 30 mai 2018: : remarque	Sans objet
3	Disposition constructive	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 7.2.1	Suite de l'inspection du 30 mai 2018: : remarque	Sans objet
4	Prévention pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 3.2.3 et 3.2.4 et 3.2.5 et 12.3.1	Suite de l'inspection du 30 mai 2018: non conformité	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.2.2	/	Sans objet
6	Protection des eaux d'alimentation	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.1.1	/	Sans objet
7	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.2.4.2	Suite de l'inspection du 30 mai 2018: : remarque	Sans objet
8	Rejets en eaux	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.3.9.1 et 12.3.2	/	Sans objet
10	Manipulation d'acide chlorhydrique gaz	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article Titre 11	Suite de l'inspection du 30 mai 2018: : remarque	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5	/	Sans objet
12	Registre national des déchets	Décret du 25/03/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit fournir les consignes concernant la mise sur rétention du site lors des campagnes utilisant du lithium.

L'exploitant doit pouvoir justifier qu'à tout moment de l'exploitation, les quantités de substances présentes sur site ne dépassent pas la règle dite "du cumul" , prévue à l'article R.511-11 du code de l'environnement.

L'inspection considère que les prescriptions spécifiques relatives aux établissements SEVESO peuvent ne pas être rendues applicables dès lors que des garanties sont apportées par l'exploitant concernant le non dépassement des seuils SEVESO, par règle du cumul. L'exploitant doit faire parvenir un dossier comprenant l'ensemble des justifications précisés oralement lors de l'inspection du 30 mai 2018 et de l'inspection du 16 juin 2022.

Dans le cas contraire, l'exploitant devra se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs (dit "arrêté Seveso 3").

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 1.2.1 et Code de l'environnement, Article R.511-11
Thème(s) : Situation administrative, Classement installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite inspection du 30 mai 2018
<p>Prescription contrôlée : Article 1.2.1</p> <p>Rubriques à Autorisation : 1132 B , 4711, 1151 -5 -b , 2545 , 2546 , 2547 , 2790</p> <p>Rubriques à Déclaration 1131 -2 c, 1131-3 c , 1138, 1175, 1433 ,1520 ,1715 ,2515-1 ,2560 ,2718 ,2921</p> <p>Rubriques Non classée : 1131-1, 4510 ,1111-1 ,1111-2 ,1111-3 ,1130 ,1136, 1141, 1150, 1172 ,1173 , 1200 1220 ,1411 ,1432 ,1611 ,1630 , 2910, 2920</p> <p>*****</p> <p>Article R.511-11</p> <p>I. – Une installation répond respectivement à la " règle de dépassement direct seuil bas " ou à la " règle de dépassement direct seuil haut " lorsque, pour l'une au moins des rubriques mentionnées au premier alinéa du I de l'article R. 511-10, les substances ou mélanges dangereux qu'elle vise sont susceptibles d'être présents dans les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site en quantité supérieure ou égale respectivement à la quantité seuil bas ou à la quantité seuil haut que cette rubrique mentionne.</p> <p>Pour une rubrique comprise entre 4100 et 4699, est comptabilisé l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant la classe, catégorie ou mention de danger qu'elle mentionne, y compris les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799 et les substances visées par les rubriques 4800 à 4899, mais à l'exclusion des substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799, 2760-4 et 2792.</p> <p>Pour l'application de la règle de dépassement direct seuil bas, les rubriques ne mentionnant pas de quantité seuil bas ne sont pas considérées.</p> <p>II. – Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la " règle de cumul seuil bas " ou à la " règle de cumul seuil haut " lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :</p> <p>a) Dangers pour la santé : la somme Sa est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :</p> $Sa = \sum q_x / q_{x,a}$ <p>où " q_x " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux " x " susceptible d'être présente dans l'établissement et " $Q_{x,a}$ " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4100 à 4199. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4100 à 4199, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;</p> <p>b) Dangers physiques : la somme Sb est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :</p>

$$S_b = \sum q_x / q_{x, b}$$

où "qx" désigne la quantité de substance ou mélange dangereux "x" susceptible d'être présente dans l'établissement et "Qx, b" la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4,2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

c) Dangers pour l'environnement : la somme Sc est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_c = \sum q_x / q_{x, c}$$

où "qx" désigne la quantité de substance ou mélange dangereux "x" susceptible d'être présente dans l'établissement et "Qx, c" la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4,2792 ou 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4500 à 4599, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

d) Pour l'application de la règle de cumul seuil bas, ne sont pas considérées dans les sommes Sa, Sb ou Sc les substances et mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799 pour lesquels ladite rubrique ne mentionne pas de quantité seuil bas ;

e) Les substances dangereuses présentes dans un établissement en quantités inférieures ou égales à 2 % seulement de la quantité seuil pertinente ne sont pas prises en compte dans les quantités "qx" si leur localisation à l'intérieur de l'établissement est telle que les substances ne peuvent déclencher un accident majeur ailleurs dans cet établissement.

Suites proposées lors de l'inspection du 30 mai 2018 : Non-conformité

L'exploitant doit fournir sous un délai de trois mois les éléments nécessaires afin d'acter le nouveau classement du site au regard de l'article R. 511-11 du Code de l'environnement.

Constats :

Rappels de de l'inspection du 30 mai 2018 :

Par courrier en date du 31 mai 2018, l'exploitant a fait parvenir le nouveau classement de ses installations au regard des modifications de la nomenclature des installations introduite par le décret n°2014-285 du 3 mars 2014.

Concernant ce point, l'exploitant a déclaré que le classement transmis comportait des erreurs et que deux rubriques avaient été omises lors du recensement de ces dernières. Ces rubriques sont les suivantes :

Ancienne rubrique	Désignation	Nouvelle rubrique	Désignation
1132	Toxiques présentant des risques d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée ;	4510	Dangereux pour l'environnement

1151	Substances et mélanges particuliers (emploi ou stockage de ou à base de)	4711	Composés du nickel sous forme pulvérulente inhalable.
<p>La prise en compte de ces rubriques dans la règle des cumuls seuil haut induit pour les dangers pour l'environnement un dépassement du critère de 1. (classement SEVESO seuil Haut). Toutefois et compte tenue des activités particulières du site en matière de recherche et développement, nécessitant une grande variété de substances qui ne sont pas toutes présentes simultanément, l'exploitant a demandé que ce dépassement soit reconsidéré.</p> <p>Afin de justifier cette demande, l'exploitant a précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'inventaire des produits avait été fait en considérant l'ensemble des produits susceptibles d'être présents ; - les différentes campagnes d'essais pilotes n'étaient pas faites simultanément et qu'en conséquence l'ensemble des produits recensés n'était jamais présent dans leurs quantités maximales à un même instant ; - l'arrêt de certain projet avait entraîné l'arrêt de l'utilisation de certains produits et qu'il était nécessaire de revoir l'inventaire réalisé. <p>L'exploitant a également précisé qu'afin d'avoir une meilleure information sur les quantités de produits stockés, un nouvel outil de gestion des stockages étaient en cours de développement. Cet outil permettra de connaître à tout moment les quantités stockées ainsi que la situation de ces stocks vis-à-vis de la règle des cumuls. Le fonctionnement du nouvel outil permettra, lors du dépassement d'un des critères de la règle des cumuls, le blocage de l'approvisionnement des produits concernés par cette règle.</p> <p>*****</p> <p>L'inspection du 16 juin 2022 constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant a fourni, postérieurement à l'inspection, les éléments nécessaires à la détermination du statut Seveso (ou non) des installation au regard de la règle dite "du cumul" pour le mois de septembre 2022; - au regard de la règle dite "du cumul" l'installation ,pour le mois de septembre 202,2 ne relève pas du statut Seveso. - le logiciels de gestion des stock de produits chimiques n'est à ce jour pas mis en service; - l'exploitant ne peut assurer du respect à tout moment de son exploitation du non dépassement des seuils Seveso; <p>Concernant la règle dites "du cumul" et compte tenu des activités particulières de la société ERAMET, l'inspection considère que les prescriptions spécifiques relatives aux établissements SEVESO peuvent ne pas être rendues applicables dès lors que des garanties sont apportées par l'exploitant concernant le non dépassement des seuils SEVESO, par règle du cumul.</p> <p>Toutefois, l'inspection constate, au regard de l'arrêté préfectoral et à l'absence de logiciel de gestion des stocks de produits chimiques présents sur site à tout moment de l'exploitation, que l'exploitant n'a pas fourni les éléments pertinents permettant de considérer cette demande.</p> <p>En l'absence d'une telle démonstration, pérenne dans le temps, l'exploitant doit se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs.</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription			
Proposition de délais : 3 mois			

N° 2 : Résistance au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 9.1.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Résistance au feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite inspection du 30 mai 2018
Prescription contrôlée : « Les locaux techniques dans lesquels le chlore est stocké ou employé présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : -murs extérieurs et murs séparatifs : REI 60; -planchers : REI 60; -portes et fermetures : EI 60. Lors de l'utilisation d'une armoire technique, la paroi séparant l'armoire d'autres bâtiments est de caractéristiques de résistance au feu REI 60. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » <u>Suites proposées lors de l'inspection du 30 mai 2018 :</u> Remarque L'exploitant doit transmettre la liste des mesures mises en place permettant d'assurer un niveau de sécurité équivalent. Ces mesures seront actées lors de la prise d'un prochain arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.
Constats : L'inspection constate la transmission de la liste de mesures mises en place permettant d'assurer un niveau de sécurité équivalent. Le SDIS, par courriel le 21 juin 2018 à l'exploitant, juge efficace l'ensemble des dispositifs de sécurité mis en place. Ces mesures seront actées lors de la prise d'un prochain arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Disposition constructive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Disposition constructive
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite inspection du 30 mai 2018
Prescription contrôlée : « [...]A l'extérieur de la chaufferie sont installés : – une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible [...]» <u>Suites proposées lors de l'inspection du 30 mai 2018 :</u> Remarque L'exploitant doit matérialiser la vanne de coupure de la chaufferie permettant d'arrêter l'écoulement du combustible.
Constats : L'inspection constate la présence d'une matérialisation de la vanne de coupure de la chaufferie permettant d'arrêter l'écoulement du combustible entre les bâtiments P800 et P801.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 3.2.3 et 3.2.4 et 3.2.5 et 12.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollution atmosphérique

Point de contrôle déjà contrôlé : Suite inspection du 30 mai 2018

Prescription contrôlée :

Article 3.2.3. :

«

	Nom de la cheminée	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit maximal en Nm3/h
Conduit N° 1	Cheminée de la chaufferie	24	1,85	2 000
Conduit N° 2	Tour de lavage 1	4,5	0,2	2 000
Conduit N°3	Cheminée du dépoussiéreur AAF	6	0,7	4 870
Conduit N°4	Cheminée du dépoussiéreur 700	14	0,8	14 000
Conduit N°5	Cheminée du dépoussiéreur CF	11	0,35	8 000
Conduit N°6	Tour de lavage 2	7	0,45	4 000
Conduit N°7	Lavage 900	6	0,5	5 000

»

Articles 3.2.4 et 3.2.5 :

«

	Dépoussiéreur 700 campagne FeNi ou FeMn ou FCE		Dépoussiéreur CF campagne FeNi ou FeMn		Dépoussiéreur AAF campagne FeNi ou FeMn	
Paramètres	Concentrations instantanées en mg/Nm³	Flux en g/h	Concentrations instantanées en mg/Nm³	Flux en g/h	Concentrations instantanées en mg/Nm³	Flux en g/h
Poussières	10	140	10	80	10	50
HF	5	70	/	/	/	/
HCl	30	420	/	/	/	/
H2SO4	/	/	/	/	/	/
CO	3000	42 000	/	/	/	/
SO2	50	700	/	/	/	/
NOx équiv NO2	300	4 200	/	/	/	/
COV équiv C	10	140	/	/	/	/
Mercure gaz et particulaire	0,03	0,420	/	/	/	/
Cadmium gaz et particulaire	0,02	0,3	/	/	/	/
Thallium gaz et particulaire	0,02	0,3	/	/	/	/
Cd+Hg+Tl (gazeux et particulaires)	0,07	1				
Arsenic gaz et particulaire	0,03	0,45	/	/	/	/
Sélénium gaz et particulaire	0,06	0,9	/	/	/	/
Tellure gaz et particulaire	0,06	0,9				
As+Se+Te (gazeux et particulaire)	0,150	2,3				
Plomb gaz et particulaire	0,04	0,6	/	/	/	/
Cuivre gaz et particulaire	0,06	0,9	/	/	/	/

<i>Chrome gaz et particulaire</i>	0,05	0,7	0,25	2	0,25	1,25
<i>Cobalt gaz et particulaire</i>	0,02	0,3	0,1	0,8	0,1	0,5
<i>Etain gaz et particulaire</i>	0,05	0,7	/	/	/	/
<i>Manganèse gaz et particulaire</i>	4,2	60	5	40	10	25
<i>Nickel gaz et particulaire</i>	0,07	1	0,5	4	0,5	2,5
<i>Antimoine gaz et particulaire</i>	0,02	0,3	/	/	/	/
<i>Vanadium gaz et particulaire</i>	0,02	0,3	/	/	/	/
<i>Zinc gaz et particulaire</i>	0,550	8	/	/	/	/
<i>Sb+Cr+Co+Sn+Mn+Ni+V+Zn (gaz et particulaire)</i>	5	72	5	40	5	25

Tours de lavage

	<i>Tour de lavage 1-2 et 900</i>	<i>Tour de lavage 1</i>	<i>Tour de lavage 2</i>	<i>Laveur 900</i>
<i>Paramètres</i>	<i>Concentrations instantanées en mg/Nm³</i>	<i>Flux en g/h</i>		
<i>Poussières</i>	5	10	/	25
<i>HF</i>	0,1	/	0,4	/
<i>NH₃</i>	3	/	/	15
<i>H₂S</i>	3	/	/	15
<i>H₂SO₄</i>	1	2	/	5
<i>SO_x équivalent SO₂</i>	30	60	120	/
<i>Cobalt gaz et particulaire</i>	0,1	/	/	0,5
<i>Manganèse gaz et particulaire</i>	0,5	/	/	2,5
<i>Nickel gaz et particulaire</i>	0,5	1	/	2,5
<i>Sb+Cr+Co+Sn+Mn+Ni+V +Zn (gaz et particulaire)</i>	2	4	/	10
<i>Lithium</i>	0,1	/	/	0,5

»

Suites proposées lors de l'inspection du 30 mai 2018 : Non-conformité

En ce qui concerne les émissions du dépoussiéreur 700 et de la tour de lavage n°1, l'exploitant doit :

- prendre les mesures nécessaires afin de respecter les valeurs limites mentionnées aux articles 3.2.3. et 3.2.4. notamment en ce qui concerne les débits et les vitesses d'éjection ;
- réaliser pour la tour de lavage n°1 la mesure de l'ensemble des paramètres fixés aux articles 3.2.4 et 3.2.5..

En ce qui concerne la mesure des émissions atmosphériques des autres départements, l'exploitant doit réaliser les contrôles des émissions atmosphériques lors des prochaines campagnes et transmettre le résultat de ces contrôles dès réceptions.

Constats :

L'exploitant a présenté les derniers contrôles concernant les émissions atmosphériques pour les installations suivantes :

- dépoussiéreur 700 (département pyro-metallurgie) ;

En ce qui concerne les autres installations, l'exploitant a précisé que certains départements étaient à l'arrêt suite à une baisse d'activité et que les essais correspondants n'avaient pas été réalisés :

- département pyro-métallurgie : pas d'utilisation du dépoussiéreur CF ;

<ul style="list-style-type: none"> - département hydro-minéralurgie : pas d'utilisation du dépoussiéreur AAF ; - département hydro 2 : tour de lavage 2 à l'arrêt depuis 2015 ; - département produit : tour de lavage 900 pas d'activité ; - Lavage 900 : pas d'activité - département minéralurgie : pas d'activité four de lavage n°1 . <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'un rapport de vérification des émissions atmosphériques effectué par Socair en date du 23/01/2020 pour le dépoussiéreur 700; - pour le dépoussiéreur 700, que les mesures effectuées sont conformes aux limites fixées aux articles 3.2.3 et 3.2.4.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..) -les secteurs collectés et les réseaux associés -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) -les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Bien qu'absent sur site lors de l'inspection, l'inspection constate la transmission par l'exploitant d'un plan des réseaux mis à jour le 17 aout 2022, postérieurement à l'inspection. L'inspection note que le plan des réseaux transmis respecte l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2014.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection des eaux d'alimentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des eaux d'alimentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite inspection du 30 mai 2018
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Ces dispositifs sont entretenus, contrôlés périodiquement et à minima une fois par an. Ces actions sont consignées. <u>Suites proposées lors de l'inspection du 30 mai 2018 :</u> Remarque L'exploitant prend le cas échéant les mesures nécessaires au regard de l'observation fait par l'organisme de contrôle.
Constats : L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- la présence de plusieurs disconnecteurs ;- la vérification des disconnecteurs le 6 décembre 2021 par la société APAVE ;- la résolution du positionnement du disconnecteur par rapport au sol observé dans le rapport du 14 février 2018;- la mise en consignation d'un disconnecteurs au niveau du bâtiment 700 niveau -1 /Sous-sol;
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite inspection du 30 mai 2018
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. <u>Suites proposées lors de l'inspection du 30 mai 2018 :</u> Remarque L'exploitant doit consigner les vérifications du dispositif sur un registre dédié.
Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- la présence d'un dispositif d'isolement automatisé ;- que les regards des exutoires (eaux pluviales et industrielles) étaient identifiés par des marquages au sol.- que les vérifications du dispositif sont effectuées en internes et marquées sur un registre sur lequel sont consignées les vérifications effectuées ;- la présence d'une procédure modifiée le 13 janvier 2022 suite à l'automatisation du dispositif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejets en eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.3.9.1 et 12.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejet en eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.9.1. : « Chaque bâchée de 250 m3 doit faire l'objet d'un échantillonnage par constitution d'un échantillon composite moyen à partir de 7 prélèvements distincts. Lorsque les concentrations sont conformes aux valeurs ci-dessous, les effluents sont envoyés, via le réseau d'eaux usées, vers la station d'épuration d'Achères. La vidange d'une bâchée est d'environ 8h00 soit un débit d'environ 31 m3/h. »</p> <p>Article 12.3.2. : « [...] Les mesures comparatives mentionnées à l'article 12.2 sont réalisées sur les paramètres de l'article 4.3.9.1 au moins une fois par an. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'un rapport d'analyse sur les rejets d'eaux usées n° IDFP201163-20-630-R0 en date du 3 février 2021; - le respect des seuils règlementaires pour le rejets des eaux pluviales et usées; - que les résultats montrent un dépassement en pH sur le rejet d'eaux industrielles, par rapport aux valeurs limites réglementaires au point n°2 ; -que les résultats pour l'année 2022, ne font pas apparaitre de nouveaux dépassement. <p>L'inspection note que l'exploitant renseigne les résultats de son autosurveillance sur l'outil GIDAF .</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite inspection du 30 mai 2018
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...]Les effluents aqueux susceptibles de contenir du Lithium sont traités dans un centre de traitement de déchets spéciaux. »</p> <p><u>Suites proposées lors de l'inspection du 30 mai 2018 :</u> Remarque L'exploitant doit renforcer les consignes apposées concernant la mise sur rétention du site lors des campagnes utilisant du lithium.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni les consignes concernant la mise sur rétention du site lors des campagnes utilisant du lithium. L'inspection n'a pas constaté la présence d'expérience en cours avec du Lithium sur site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Manipulation d'acide chlorhydrique gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article Titre 11
Thème(s) : Risques chroniques, Manipulation d'acide chlorhydrique gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Suite inspection du 30 mai 2018
Prescription contrôlée : « [...]Le local dans lequel est réalisé la manipulation d'acide chlorhydrique gaz dispose d'un système de détection de ce gaz. Ce système de détection est couplé à une alarme sonore et visuel. Ce système de détection est contrôlé avant toute manipulation. Les résultats des contrôles sont reportés dans un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. » <u>Suites proposées lors de l'inspection du 30 mai 2018 :</u> Remarque L'exploitant doit faire procéder au contrôle de son système de détection avant toute manipulation. En outre l'exploitant s'assure que le système de détection est couplé à une alarme visuelle et sonore.
Constats : L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- qu'il n'y a plus d'activité dans le hall 500 impliquant la manipulation d'acide chlorhydrique gaz.- que le dernier rapport de vérification effectué par la société LEMS mentionne la vérification des détecteurs d'acide chlorhydrique gaz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets qui traitent des déchets au moyen d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets, y compris lorsque ces déchets cessent d'être des déchets en application de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, tiennent à jour un registre chronologique des produits et matières issus de ces opérations de valorisation et qui ne sont plus des déchets.</p> <p>Ce registre contient au moins, pour chaque type produits et matières sortants, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'utilisation sur site ou sortie du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date d'utilisation sur le site, ou la date de l'expédition si le produit ou la matière n'est pas utilisé sur le site ; <p>b) Concernant la nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation ; - la quantité du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final qui a été effectué, vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée ; <p>Pour les producteurs ou détenteurs qui traitent des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ce registre contient également :</p> <p>a) Concernant la dénomination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet traité au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; <p>b) Concernant la date de l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date du traitement du déchet ; - le cas échéant, la date de fin de traitement du lot de déchets devenant produits ou matières ; <p>c) Concernant la destination des produits ou matières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne qui a pris possession de ces substances ou objets ayant cessé d'être des déchets ; <p>d) Concernant l'acte administratif de sortie du statut de déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la référence de l'acte administratif ayant fixé les critères de sortie du statut de déchet.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant possède un registre déchet en respect de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre national des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Art. R. 541-43.-I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>« Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.</p> <p>« II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>« 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>« 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>« 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>« 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>« A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'un registre chronologique des déchets ; - la mise en place de la transmission de ces données par voie électronique; - les saisies sur Trackdéchets;
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet